



8 mars : toutes et tous ensemble, pour les droits des femmes !

Déclaration du PCF

La Journée internationale de lutte pour les droits des femmes nous rappelle les combats passés, présents et futurs pour l'égalité. Si des combats politiques ont permis des prises de consciences sociétales et des avancées sociales, l'égalité reste une utopie et peine à se réaliser concrètement. La reconnaissance des droits n'entraîne pas mécaniquement leur application effective.

Le PCF appelle donc à la mobilisation la plus large de nos concitoyennes et concitoyens, des salarié-es, à l'occasion de cette journée de mobilisation et de grève féministe pour gagner l'égalité réelle !

Emplois mal rémunérés et dévalorisés, temps partiels imposés, difficile conciliation de la vie professionnelle et familiale, manque de structures de garde : **le salaire des femmes reste inférieur d'un quart à celui des hommes, leur retraite de 40%.**

Cette journée doit être l'occasion de porter fortement l'exigence de l'abrogation de la réforme des retraites.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, pourvoyeuse de près de 10 milliards d'euros de cotisations supplémentaires, permettrait de non seulement de financer l'abrogation de la réforme des retraites mais de contribuer au financement d'un droit à la retraite à 60 ans à taux plein à taux plein avec une pension à 75% du revenu net d'activité.

Preuve que, quand les femmes gagnent des droits, la société tout entière en bénéficie !

(...)À plus de 80%, elles assument seules la responsabilité des familles monoparentales, dont près de la moitié, en plus d'être stigmatisées, vivent sous le seuil de pauvreté.

Pathologies souvent considérées comme « psychologiques » ou devant être acceptées comme inhérentes à la condition féminine, errance médicale : leur santé est ignorée.

Leur droit fondamental à la sécurité n'est pas assuré : en danger permanent, justice ne leur est que rarement rendue. **Violées, réfugiées, déplacées, emprisonnées, elles subissent les conséquences mortifères des guerres.**

Au cours de l'Histoire, leur participation est déterminante dans les domaines culturels, scientifiques et artistiques. Pourtant, elles sont ignorées dans la mémoire collective. Nous devons

leur rendre la place qui leur est due.

Nous refusons l'illusion d'une égalité acquise et **appelons à une large mobilisation le samedi 8 mars prochain pour protéger des droits qui, nous le savons, ne sont pas acquis pour toujours et restent théoriques faute de moyens et de services publics.**

Mobilisons-nous pour exiger des politiques publiques à la hauteur des enjeux féministes, comme la création d'un service public de la petite enfance pour permettre aux femmes de ne plus renoncer à leur travail, et donc à leur salaire ; ou encore la création d'un réel statut du foyer monoparental pour permettre à ces familles de vivre dignement.

La revalorisation des statuts et des salaires des métiers à prédominance féminine est urgente. C'est une question de justice et une question de bon sens.

Au PCF nous militons pour un réel changement de société, juste et égalitaire. C'est pourquoi nous lions la question sociale à la question féministe : il n'y aura pas de révolution sociale sans révolution féministe !





Lundi 3 mars, j'ai assisté à la séance du cinéma le Capitole qui programmait « **No Other Land** » à l'initiative de l'AFPS

(association France Palestine solidarité) de Suresnes Rueil,, de la section locale d'Amnesty international et de l'UJPF (Union Juive Française pour la Paix), et suivi d'un débat avec la salle.

Bouleversant, ce documentaire filmé et réalisé par un collectif de 4 jeunes Israélo-Palestiniens, avec de très petits moyens, a reçu l'Oscar hollywoodien 2025 du meilleur documentaire.

Il retrace les expulsions dans le village de Massafer Yatta, en Cisjordanie occupée. Depuis sa première en février 2024, le film a accumulé les distinctions, de la Berlinale aux European Film Awards, en passant par les cercles critiques américains. Son succès critique est indéniable, avec un score parfait sur Rotten Tomatoes.

Depuis plus de 5 ans, Basel Adra, un activiste palestinien en Cisjordanie, filme l'expulsion de sa communauté par l'occupation israélienne qui détruit progressivement les villages et chasse ses habitants. La région de Massafer Yatta, d'où est originaire Basel Adra, a été déclarée zone militaire par l'armée israélienne, qui occupe ce territoire palestinien et se justifie ainsi de l'expulsion des palestiniens. La Cour suprême israélienne a donné raison en mai 2022 à l'armée israélienne, Les habitants des villages dont les maisons sont détruites se réfugient dans des grottes et résistent en reconstruisant la nuit les maisons détruites le jour !

Les colons Israéliens encouragés par leur impunité, viennent en renfort de l'armée.

Basel rencontre Yuval, un journaliste israélien, qui le soutient dans ses démarches. Une amitié inattendue voit le jour.

Leur amitié est fragilisée par le fossé qui sépare leurs vies : Basel est confronté à une oppression et à une violence constantes, tandis que Yuval jouit de la liberté et de la sécurité.

Ce film a été réalisé comme un acte de résistance créative sur la voie d'une plus grande justice.

« Ne voyez-vous pas que nous sommes liés ? Que mon peuple ne peut être en sécurité que si celui de Basel est vraiment libre et en sécurité ? » a déclaré Yuval à la remise du trophée.

La colonisation de la Cisjordanie par Israël est régulièrement dénoncée par l'ONU comme étant illégale au regard du droit international.

Gisèle Cailloux



Jean-Michel Galano

FINANCEMENT DES RETRAITES : ASSEZ DE BARATIN !

Il est possible et même nécessaire de revenir tout de suite à la retraite à 62 ans et de viser, à terme, le retour à la retraite à 60 ans.

C'est une question de volonté politique.

Qu'est-ce qui finance le l'AFPS système des retraites ? Ce sont les cotisations prélevées sur votre salaire brut. Évidemment pas de l'argent magique, comme se plaisent à le seriner les enfumeurs médiatiques, la droite et le patronat.

« Il faut dégager 10 milliards d'euros à l'horizon 2035 pour financer les retraites. » Exact. Voici quelques pistes :

- Augmentation des salaires de 3 % = 2 milliards d'euros par an dans les caisses de l'État.

- 7 millions d'emplois créés = 5 millions d'euros par an dans les caisses de l'État.

Égalité salariale femmes-hommes = 0,5 million d'euros par an dans les caisses de l'État.

Sans parler de ce que rapporterait la lutte contre l'évasion fiscale (100 milliards), susceptible elle aussi de rapporter plusieurs milliards d'euros par an. Ou encore une modulation du crédit d'impôt aux entreprises selon leur productivité réelle et non leur rentabilité à court terme.

Tout cela suppose une politique économique et sociale ambitieuse : reconquête de notre souveraineté industrielle, ce qui est névralgique notamment pour la région parisienne, mais aussi investissements dans la formation des jeunes, dans les services publics, la recherche et la culture.

Tout autre chose que la chasse à l'homme à laquelle appellent la droite et l'extrême droite.

10 milliards pour la retraite à comparer aux 28 milliards d'augmentation de budget de dépenses militaires que Macron veut imposer aux français !

Rappel : immeubles concernés par la réhabilitation des cités jardins:

Aussitôt alertés, les communistes ont interrogé les appels d'offre lancés par Hauts de Seine Habitat aux entreprises et découvert que 21 Immeubles sont concernés.

La liste des immeubles concernés est la suivante :

- Boulevard Aristide Briand Numéros 18 16 14 15 13 11 6 4 2 5 3 1
- Rue des gros Buissons numéros 1
- Boulevard Edouard Vaillant numéros 1
- Avenue Alexandre Maistrasse Numéros 16 18 20
- Place Stalingrad Numéros 2 4
- Avenue Léon Bourgeois numéros 5 3



Un problème ? Une question ?

Prenez contact avec nous

pcfsuresnes@wanadoo.fr

Concernant ces deux immeubles, nous constatons avec stupeur que tous les logements seraient mis en vente'.

Chacun peut constater que ces deux bâtiments donnent sur le square Léon Bourgeois

Non à la marche à la guerre, oui à la sécurité collective

Les propos du président de la République Emmanuel Macron illustrent le vent de panique qui s'est emparé des classes dirigeantes européennes. Celles-ci sont aujourd'hui dans une impasse faute d'avoir pris la moindre initiative diplomatique depuis trois ans.

Il n'est pas trop tard pour garantir la sécurité des peuples d'Europe et la paix sur notre continent !

Mais pour cela, notre pays ne peut pas s'engager dans un fédéralisme européen botté et nucléarisé comme le propose Emmanuel Macron, ni en déclarant « ouvrir le débat stratégique » sur l'extension à l'échelle européenne de la couverture de la force nucléaire française.

Ce n'est pas assurer la paix, c'est prendre le risque d'une confrontation nucléaire en Europe.

Trois ans après l'agression russe, criminelle et injustifiable, contre l'indépendance de l'Ukraine, après un million de victimes, il est évident qu'il n'y aura pas de solution militaire, mais uniquement une solution négociée politique et diplomatique.

Nous appelons la France à s'engager dans la voie de la désescalade militaire et de choisir une autre voie : celle de la diplomatie garantissant la sécurité de la France, celle des peuples d'Europe et le respect du international.

Elle doit prendre l'initiative pour l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations pour une paix durable, solide, respectant les principes de la charte des Nations Unies et de l'acte final de la déclaration d'Helsinki. Elle doit engager le dialogue avec les BRICS et appeler à une réunion du G20 pour enrayer tout risque de 3ème guerre mondiale.

Osons le dialogue avec l'ensemble des nations inquiètes pour la Paix !

Depuis des années, le PCF appelle à sortir de l'OTAN et à construire notre propre sécurité européenne. Nous y sommes.

Il faut donc sortir des logiques libérales qui nous ont conduit à vendre notre industrie à des puissances étrangères dont les États-Unis et reconstruire un véritable pôle public de la défense au service de la France et de la Paix.

Des entreprises stratégiques françaises sont actuellement menacées. Sauvons les !

Oui à l'autonomie stratégique au service de la Paix et des peuples.

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF,

Le 5 mars 2025.



ANTISEMITISME : UN FLEAU A COMBATTRE SANS FAIBLESSE –

Pierre Ouzoulias, Sénateur des Hauts de Seine, Vice-Président du Sénat

L'antisémitisme n'est pas un racisme comme les autres.

Il sévit depuis plus de 2000 ans.

Pour le combattre, il faut tenter d'expliquer cette pérennité funeste, qui lie dans le temps des événements comme la destruction du Temple juif d'Eléphantine en 410 avant notre ère, l'anathème lancé par l'apologiste chrétien Justin de Naplouse au deuxième siècle contre le peuple déicide, l'antisémitisme racial d'Edouard Drumont et de Maurice Barres, et le crime absolu de la Shoah. L'antisémitisme est un pilier de la pensée occidentale, parce qu'il a donné de tout temps un cadre théorique puissant permettant de donner un sens au monde. Combattre l'antisémitisme exige de considérer avec lucidité et honnêteté l'histoire de notre pays et de ses supposées racines judéo-chrétiennes.

Louis IX, canonisé sous le nom de Saint Louis de France, organisa en 1240 une controverse publique au sujet du Talmud : deux ans plus tard, le Talmud fut déclaré « livre infâme », et un autodafé de 24 exemplaires du Talmud fut organisé place de Grève. En 1269, le même roi imposa à tous les hommes juifs de son royaume de porter une rouelle jaune sur leur vêtement. Napoléon Bonaparte prit trois décrets pour soumettre le culte juif à sa loi. Il précisait ainsi son intention : « Je souhaite arracher plusieurs départements à l'opprobre de se trouver vassaux des Juifs... Ma volonté est d'atténuer, sinon de guérir, la tendance du peuple juif à un si grand nombre de pratiques contraires à la civilisation et au bon ordre de la société dans tous les pays du monde ».

L'antisémitisme n'est pas un racisme comme les autres, parce que, comme le démontre François Rachline, « le racisme est le rejet de l'autre, alors que l'antisémitisme est le refus d'une éthique. Ses résurgences sont le symptôme d'une crise profonde qui ébranle nos constructions humanistes et universalistes et affaiblit le projet républicain. **L'idéal d'une République formée de citoyens égaux par leurs droits est déconsidéré par des revendications qui réduisent l'individu à ses origines supposées, revendiquées ou subies. La lutte contre les discriminations n'est plus conduite au nom de l'égalité, mais par l'affirmation victimaire des identités particulières.** Comme le dit aussi François Rachline, « sous prétexte de révolutionner les relations au sein d'un pays, cette posture idéologique aboutit à une sorte de vitrification de la société. »

Ces conflits idéologiques sont aujourd'hui exacerbés, par les drames internationaux, et en l'occurrence depuis le pogrom du 7 octobre et la guerre de Gaza. La recrudescence des actes antisémites est un fait, y compris à l'Université, où 9 étudiants juifs sur 10 avouent se sentir menacés.

Il faut le réaffirmer : nos concitoyens juifs ne sont pas plus coupables du martyre que subit le peuple palestinien que nos concitoyens musulmans ne sont coupables des actions terroristes du Hamas. Tous sont nos frères en humanité et la République se doit de respecter et de protéger chacun d'entre eux.

Avec le PCF je passe à l'action !



J'adhère au Parti Communiste Français



Je souhaite recevoir l'Éveil numérique



**Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF**

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour
accéder au
blog de la
section du
PCF
utiliser ce
QR CODE